

Rapport de mission - Mission effectuée en Afghanistan du 8 au 25 janvier 2002

Martine Storti - Inspectrice générale de l'éducation nationale - 30 janvier 2002



Le 3 décembre 2001, Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale, décidait de me confier la " tâche d'initier et de coordonner l'aide apportée par le ministère de l'Éducation nationale aux projets éducatifs et de scolarisation " des élèves afghans. Dans la lettre de mission, le Ministre marquait comme " priorités à soutenir et à encourager : les besoins de reconstruction et d'équipements, la création de nouveaux établissements à destination des jeunes filles, la réouverture des lycées internationaux de Kaboul ".

C'est dans le cadre de cette mission que je me suis rendue en Afghanistan du 8 au 25 janvier, rejointe à partir du 13 par Denis Ballini, chargé de mission à la Délégation aux relations internationales et à la coopération.

s o m m a i r e

lettre de mission

personnes rencontrées

Impression d'Afghanistan

La situation dans le domaine de l'éducation

- Après plus de vingt années de guerre, le secteur éducatif est particulièrement dégradé tant au plan matériel qu'humain
- Dans cette situation difficile et précaire, le désir d'éducation est immense
- les structures administratives
- le système éducatif

L'appui international

Les interventions éducatives françaises

- action en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères
- Actions conduites par le ministère de l'éducation nationale ou susceptibles d'être proposées à des collectivités territoriales
- Propositions d'actions pédagogiques à court et moyen terme

Nécessité d'un dispositif d'urgence



Personnes rencontrées :

Abdullah Abdullah, ministre des affaires étrangères
Rasul Amin, ministre de l'éducation
Sharif Ayez, ministre de l'enseignement supérieur
Amin Farhang, ministre de la reconstruction
Said Makhdoom Raheen, ministre de la culture et de l'information
Sima Samar, ministre de la condition féminine
Maïn Marastial, vice ministre de l'éducation

Koïchiro Matsuura, directeur général de l'Unesco

Eric Laroche, directeur de l'Unicef à Kaboul

Guy Mbayo, Unicef Kaboul

Mahboot Charif, Unicef Mazar-e-Charif

M.Ansari, directeur de l'éducation à Mazar-e-Charif

Felipe Camargo, HCR Kaboul

Capitaine Jean-Christophe Long, de la brigade française présente à Kaboul

Jean-Marin Schuh, chargé d'affaires français en Afghanistan

Des représentants des ONG et associations : Acted, Afrane, Afghanistan libre, Afghanistan-Bretagne, Fondation Agha Khan, Negar

Des directeurs(trices) et des professeurs de différents établissements scolaires

Rapport de mission - Mission effectuée en Afghanistan du 8 au 25 janvier 2002

Martine Storti - Inspectrice générale de l'éducation nationale - 30 janvier 2002



[Retour sommaire](#)

📌 Impressions d'Afghanistan

Juste des impressions, pas vraiment des informations, pour situer l'arrière plan d'un séjour de deux semaines en Afghanistan, pays ravagé par deux décennies de guerre.

Kaboul à moitié détruite, de larges avenues bordées de lambris de murs, de carcasses de maisons, Kaboul avec ses marchés de fruits, de légumes, d'œufs, de viande, avec ses boulangeries ouvertes sur la rue, ses réparateurs de toutes sortes, Kaboul avec une population misérable et active, si active, Kaboul avec ses rues grouillantes d'hommes, de jeunes gens et de garçons, rieurs et chaleureux, Kaboul où les femmes sont rares, sauf si l'on passe devant une école à l'heure de la sortie des écoles, femmes et jeunes filles alors nombreuses, toutes ou presque en tchadri, êtres sans visage et sans regard... Mais quand, dans l'école, ces femmes et ces jeunes filles, professeurs et élèves, sont alors à visage découvert, il y a, en même temps que les sourires, quelque chose d'une volonté, d'une détermination, d'une force qui donne confiance.

Et les paquets d'afghanis au gré du cours du dollar (60 000 afghanis pour un dollar il y a quelques semaines, puis 15 000, puis 30 000 à 25 000 pendant la mission), et les prix qui flambent avec la présence internationale, prix des maisons, prix des interprètes, prix des 4X4, et ces gamins mal habillés qui s'activent dans le froid, porteurs d'eau, ramasseurs de bois, cireurs de chaussures, vendeurs de raisins secs, de cigarettes et de cassettes, et ces écrivains publics, et ces photographes aux appareils d'un autre temps, Kaboul aux ruines habitées par des familles venues d'ici et d'ailleurs, Kaboul avec sa rue, Chicken street, à touristes et à souvenirs, avec son hôtel Intercontinental où logent des ministres rentrés d'Occident...

Et sortant de Kaboul, vers le nord, la route bordée de mines, la plaine de Shamali ravagée, la vallée du Panshir pauvre mais avec de l'eau et des cultures, les cars de réfugiés qui descendent pour rentrer dans des villages abattus, partout des carcasses de tanks, de pièces d'artillerie, de camions militaires, traces de multiples combats, paysages magnifiques, montagnes somptueuses, montée vers le tunnel de Salang réouvert à la circulation le samedi 19 janvier, descente vers Mazar-e-Charif, moins pauvre, moins détruite... Et tant de villes non vues, Jalalabad, Hérat, Kandahar, d'autres encore, tant de villages inconnus et imaginés, tant de camps de réfugiés dont on nous dit qu'enfin, un peu de nourriture y est distribué.



🔗 La situation dans le domaine de l'éducation

■ **Après plus de vingt années de guerre, le secteur éducatif est particulièrement dégradé tant au plan matériel qu'humain.**

Au plan matériel : aucun état des lieux n'a encore été globalement effectué, ni par l'Unicef, ni par le ministère afghan de l'éducation. Néanmoins, on estime que près de 80% des établissements scolaires sont complètement détruits ou extrêmement délabrés. Les 20% restant sont dans un état qui n'est guère brillant.

Par ailleurs bien peu d'établissements disposent du confort minimal (eau courante, toilettes, électricité) ou du matériel scolaire de base (tables, chaises, bureaux, tableaux, cahiers, livres, crayons etc.)

Les besoins en réhabilitation, reconstruction, construction et équipements sont donc immenses, non seulement au regard des établissements existant antérieurement mais aussi au regard des besoins en matière de scolarisation d'une population qui compte beaucoup d'enfants et de jeunes.

Au plan humain : Au fil des années, des conflits et des régimes successifs, le corps enseignant, comme la population dans son ensemble, a été sérieusement touché (morts, exil dans les pays limitrophes ou en Occident, déplacement au sein du territoire afghan). Actuellement, aucun recensement véritable ne permet d'indiquer un chiffre précisant le nombre d'enseignants présents en Afghanistan. L'Unicef estime, sur la base d'une enquête effectuée au cours de l'année 2000, que 21000 enseignants travaillaient dans les écoles publiques, chiffre à prendre avec précaution. Avant le régime des Talibans, 60 % au moins du corps enseignant était féminin (80 % pour le niveau primaire). Pendant le gouvernement taliban, les personnels féminins ont été licenciés et les filles exclues des écoles.

Les professeurs femmes ne sont donc plus payées depuis 5 ans, et les hommes, comme tous les fonctionnaires afghans, depuis 6 mois selon les uns, un an selon les autres.

Le paiement des fonctionnaires sur les fonds fournis par les donateurs internationaux est une urgence qui conditionne une bonne part de la crédibilité de l'actuel du gouvernement provisoire présidé par Hamid Karzaï.

■ **Dans cette situation difficile et précaire, le désir d'éducation est immense.**

Pendant le régime taliban où, comme on le sait de nombreuses écoles ont été transformées en madrasas (écoles coraniques pour les garçons) et où les filles étaient interdites de



scolarisation, des activités scolaires ont néanmoins continué, clandestinement pour les filles, avec le soutien d'ONG et d'associations. Les cours se déroulaient dans des maisons privées, avec des institutrices et des professeurs enseignant au péril de leur vie.

Depuis la chute du régime taliban, et bien que les trois mois d'hiver correspondent à la période des vacances, des sessions de rattrapage sont organisées dans les bâtiments scolaires qui peuvent accueillir des élèves.

Il y a quelque chose d'émouvant et d'enthousiasmant à pénétrer dans ces classes bondées, glaciales et humides, où, dans des conditions d'inconfort total, des élèves, petits et grands, garçons et filles, suivent des cours dispensés par des professeurs qui ne sont pas payés. Les filles, les adolescentes surtout manifestent un bonheur d'être là qu'il n'est guère possible d'imaginer si l'on n'a pas croisé ces regards qui marquent un appétit et une espérance. Appétit d'éducation, espérance que grâce à elle un avenir peut s'ouvrir.

■ Les structures administratives

Le gouvernement provisoire comprend un ministre de l'éducation, Rasul Amin, et un ministre de l'enseignement supérieur, Sharif Fayez.

Ces deux ministres ne disposent pas encore d'équipes constituées, ni de structures administratives dignes de ce nom, ni de moyens de fonctionnement, à l'exception du kit informatique distribué à chaque ministre par l'ONU.

Dans chacune des 32 provinces, une direction de l'éducation représente les deux ministères mais là encore il s'agit davantage d'un affichage que d'une réalité administrative.

Les structures administratives restent donc à reconstruire.

Comment ne pas citer le propos lucide du ministre de l'éducation : " je suis à la tête d'un empire sans troupe et sans argent ".

2.4) Le système éducatif

Il a connu, pendant les vingt dernières années, de nombreux bouleversements qu'il n'est guère utile de détailler ici.

Les guerres et les régimes successifs ont abouti à un éclatement du système, chacun faisant un peu ce qu'il voulait ou pouvait. D'où la volonté insistante des actuels ministres de reconstruire une homogénéité, de remettre à l'ordre du jour l'idée de programmes nationaux avec des manuels communs à tous les élèves afghans.

Le cursus scolaire primaire et secondaire se déroule sur douze années (de la première à la douzième année) : 6 années de primaire, 6 années d'enseignement secondaire en deux niveaux de 3 années.

On distingue les lycées qui comprennent les 12 années d'enseignement, des écoles qui comprennent soit 6 années

(primaire), soit 9 années (primaire plus collège).
Les élèves y ont en deux vagues parfois trois par jour.
L'enseignement professionnel est aussi à reconstruire. Il s'effectuait auparavant dans un certain nombre d'écoles techniques dont beaucoup sont détruites ou très endommagées (écoles de mécanique, de télécommunications, d'agriculture, d'électricité etc.)

🔗 L'appui international

C'est dans ce contexte matériel et humain dévasté que les deux ministères veulent préparer la première échéance, celle de la rentrée scolaire du 22 mars. Il y va de leur crédibilité et du retour à l'école des enfants.

Au delà, c'est un effort de reconstruction gigantesque qui doit être entrepris, reconstruction matérielle, humaine et pédagogique. Le gouvernement afghan compte sur les aides internationales (bilatérales, multilatérales, ONG).

Il est peu probable que tous les enfants puissent aller à l'école le 22 mars, compte tenu du manque de moyens et du déplacement de populations qui se trouvent et se trouveront encore au printemps en situation de réfugiés, soit dans les pays limitrophes, soit à l'intérieur du territoire.

Au moment de la mission, l'Unicef n'était pas encore officiellement chargée de la coordination des actions en matière d'éducation mais devrait l'être dans les jours qui viennent.

Impossible d'indiquer un chiffre global concernant le nombre d'élèves potentiels, aucun recensement global n'ayant encore été effectué. Selon l'agence onusienne, il y a 4 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire. L'Unicef se donne pour objectif la scolarisation de 1,5 million d'entre eux pour le 22 mars et la prise en charge directe de la réhabilitation de 5 écoles par grandes villes.

🔗 Les interventions éducatives française

[La majeure partie des contributions financières décidées par le gouvernement français s'inscrit dans un cadre multilatéral (ONU et Union européenne) et ne concerne évidemment pas que le seul secteur de l'éducation.]

■ Action en partenariat avec le ministère des affaires étrangères :

Réouverture des deux lycées franco-afghans de Kaboul Esteqlal (pour les garçons) et Malalai (pour les filles).

Cette réouverture est pilotée par le ministère des affaires étrangères (DGCID) avec comme opérateur désigné par le MAE l'agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE). La réhabilitation des deux établissements sera effectuée par l'ONG française Acted, sur fonds recueillis dans le cadre de l'opération lancée par France Culture (montant des travaux



estimés à environ 332 000 euros pour Esteqlal et 122 000 euros pour Malalaï, hors équipement en mobilier scolaire).

Le ministère de l'Education nationale devrait assurer le paiement des salaires de base de 7 assistants techniques français, pour une durée de trois ans.

Parmi ces assistants, 6 professeurs, 3 pour Esteqlal et 3 pour Malalaï.

Il convient que ces enseignants soient avant tout capables d'enseigner le français langue étrangère et d'être des formateurs de leurs collègues afghans.

■ **Actions conduites par le ministère de l'éducation nationale ou susceptibles d'être proposées à des collectivités territoriales :**

De l'entretien avec le ministre de l'éducation, des différentes rencontres avec les enseignants afghans et des constats effectués lors de la mission, il ressort que l'enjeu de l'éducation de base est primordial. Dans un pays qui compte un très fort pourcentage d'analphabétisme et un nombre important d'enfants, la scolarisation de tous est à l'évidence une nécessité et un objectif à atteindre le plus rapidement possible.

Par ailleurs, la rescolarisation des filles et des jeunes filles qui, pour au moins la moitié d'entre elles, ne sont pas allées du tout à l'école ou à l'université pendant les cinq dernières années est un enjeu décisif.

Pour contribuer à la réalisation de ces objectifs, des actions de réhabilitation, de reconstruction et d'équipements d'établissements scolaires sont nécessaires. Certes ce n'est pas le MEN qui reconstruira toutes les écoles afghanes. Mais chaque micro-projet représente pour les élèves et les enseignants qu'il concerne une réalisation effective qui permet de renouer avec l'espérance.

Cette première mission a permis d'identifier des projets dans plusieurs zones ou villes (Kaboul, Charikar, vallée du Panchar, plaine de Shamali, Mazar e Charif, Pul-i-Khumri). Les conditions difficiles de déplacement (en terme matériel et de sécurité) n'ont pas permis d'aller au sud (Kandahar), à l'est (Jalalabad), à l'ouest (Hérat) ainsi que dans les zones centrales afghanes. Il conviendra d'identifier ultérieurement des actions éventuelles dans ces territoires.



Kaboul : (établissements figurant sur la liste des réhabilitations prioritaires établie par le ministère de l'éducation et l'Unicef).

Réhabilitation et équipement de l'école primaire Wazir Akbar Khan (27 salles, 1500 élèves (garçons et filles) prévus pour le 22 mars, scolarisation de la 1^{ère} à la 9^{ème} année).

Construction dans l'enceinte du lycée Galai Shada de 18 classes supplémentaires (normes afghanes) afin d'aider à la scolarisation de 1800 filles qui ne trouvent pas de place dans les établissements du quartier.

Ces deux projets ont particulièrement retenu mon attention.
Autres projets possibles : écoles Naswan 8 (mixte, 2000 élèves), Bahramudin Shahid (très mauvais état, 1800 élèves).

Vallée du Panshir :

Soutien à deux projets conduits par l'association Afghanistan libre :

achèvement de la construction du lycée de Malalaï à Hannaba : 1000 élèves (mixte en primaire, filles pour secondaire), 16 salles (dont 12 de classe).

Construction d'une école primaire dans le village de Qalâtcha pour les 150 filles actuellement scolarisées dans la mosquée du village.

Plaine de Shamali :

Au nord de Kaboul, zone de ligne de front entièrement ravagée, villes et villages détruits, vignobles brûlés, vergers dévastés, arbres fruitiers abattus, canaux d'irrigation endommagés.

Et dans ce désastre, les habitants qui commencent à revenir, qui se réinstallent chez eux, d'abord sous la tente avant la reconstruction.

Un exemple : la ville d'Istalif (jadis 40000 habitants), célèbre pour ses poteries et ses broderies, située dans un site naturel d'une grande beauté et quasi intégralement détruite. Des habitants sous la tente, des gosses qui courent partout, et là une école primaire encore debout mais à réhabiliter, un lycée de filles dont il ne reste que des traces, un autre dont les murs et le toit ont été miraculeusement épargnés.

La réhabilitation d'un ou deux établissements scolaires serait un signe fort pour les habitants en voie de réinstallation.

Charikar :

Réhabilitation du lycée communal avec possibilité d'y installer l'école primaire (mixte) où est dispensé un enseignement de français.

Pul-i-Khumri :

Réhabilitation du lycée Hawa (3000 élèves, 87 professeurs)
Aide à l'ouverture de petites écoles primaires rurales dans le district.

Mazar-e-Charif :

Ville peu détruite (au regard de Kaboul par exemple).

Projets intéressants :

Réhabilitation et équipement de l'internat pour filles de la faculté de médecine (300 étudiantes inscrites pour la rentrée) et de l'institut de formation des maîtres (voir ci-dessous).

Hypothèse à examiner du transfert du lycée Esteqlal actuellement à Douchanbé (Tadjikistan) à Mazar.

Pour l'ensemble des projets ci-dessous, des évaluations du coût des travaux sont en cours. Par ailleurs, il faudra prévoir un coût pour les équipements de base (avec possibilité de fabrication sur place du mobilier scolaire). Il conviendrait que les engagements financiers soient rapides afin que les actions matérielles qui sont d'une nécessité cruciale soient mises en



œuvre le plus vite possible.

Certains de ces projets et d'autres à venir peuvent être présentés aux collectivités territoriales ou à des associations désireuses d'agir en Afghanistan

A partir de cette aide matérielle, possibilité d'accompagnement pédagogique, de jumelages, de partenariat avec des collectivités et des établissements scolaires français.

On peut aussi imaginer une mise en réseau des établissements réhabilités par la France en liaison avec les lycées franco-afghans de Kaboul (avec éventuel développement de l'enseignement du français).

■ Propositions d'actions pédagogiques à court et moyen terme :

Au delà des réhabilitations matérielles, c'est une refondation du système éducatif afghan qui est nécessaire. Ce sera l'œuvre avant tout des Afghans, en liaison avec les agences onusiennes que sont l'Unicef et l'Unesco.

Avant cette refondation (réorganisation des cursus, des contenus d'enseignement et des programmes) qui prendra du temps, des questions relèvent du court et moyen terme :

Le rattrapage scolaire des filles :

Interdites d'enseignement pendant 5 ans, les filles sont victimes d'un retard scolaire important. Certaines d'entre elles ont pu suivre des cours clandestins, d'autres pas. Par ailleurs, on assiste à un décalage entre l'âge et le niveau scolaire. Ainsi des filles qui ont quitté l'école au niveau primaire se retrouvent 5 ans plus tard au même niveau mais à un âge plus avancé. Il paraît difficile de mettre dans une même classe des fillettes de 8 ans ou 9 ans et des adolescentes, voir des jeunes filles. On pourrait envisager pour celles-ci des cursus particuliers de rattrapage dans un certain nombre d'établissements.

Formation professionnelle, particulièrement des jeunes filles et des jeunes femmes :

En liaison avec les associations franco-afghanes telles que Afrane, Negar, Afghanistan libre, organisation, (au moins à Kaboul dans un premier temps), d'une formation professionnelle alliée à un enseignement général de base.

Formation des enseignants :

C'est un chantier important que le ministre de l'enseignement supérieur désire ouvrir rapidement.

Jusqu'à présent : pas de formation professionnelle des professeurs du primaire qui enseignent après avoir achevé les douze années du cursus. Dans les faits de nombreux instituteurs ne sont pas allés au delà des six premières années. Pour les enseignants du secondaire : formation de 4 années dans des instituts de pédagogie (14 sur tout le territoire dont certains détruits ou endommagés pendant les conflits

successifs).

Le ministre de l'enseignement supérieur souhaite la création d'une " université de formation des enseignants ", université qui serait basée à Kaboul avec des antennes dans différentes villes afghanes.

La France pourrait d'une part aider à la mise en œuvre de ce projet, d'autre part proposer dans des délais rapides des sessions de formation d'enseignants (" teachers training ") avec l'organisation de missions de courte durée dès le printemps et pendant l'été (partenariat avec IUFM, formateurs de formateurs, enseignants franco-afghans, bénévoles du Gref etc.)

🔗 Nécessité d'un dispositif d'urgence



Cette mission (comme les missions précédentes menées au Kosovo à partir de l'été 1999) conforte dans l'idée que l'éducation est un enjeu fondamental et l'une des composantes de l'intervention d'urgence. Mais l'action éducative est aussi articulation entre urgence et développement, présent et futur. Un dispositif permettant cette intervention éducative d'urgence est une nécessité. Il reste à le créer de manière à organiser à la fois :

- un réseau de contributeurs (association l'Etat et les collectivités territoriales, les financements publics et privés) afin d'assurer la logistique nécessaire aux opérations de terrain (retour rapide aux activités scolaires, réhabilitation et construction d'établissements, équipements et matériel pédagogique)
- un réseau d'intervenants, sorte de " french teachers ", pour des missions de courte et moyenne durée (identification des besoins, expertises, accompagnement des équipes pédagogiques locales...)